

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Russie-eux-Etats-Unis-d-Amerique-Avez-vous-bien-saisi-la-situation>

# Russie eux États-Unis d'Amérique : Avez-vous bien saisi la situation ?

- Empire et Résistance - OTAN -

Date de mise en ligne : mardi 28 décembre 2021

## **Description :**

Russie aux USA : Avez-vous bien saisi la situation ? La Russie demande la fin de l'ordre mondial fondé sur des règles et continue d'indiquer à l'OTAN ses « lignes rouges » en matière de sécurité...Alastair Crooke

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**La Russie continue d'indiquer à l'OTAN ses « lignes rouges » en matière de sécurité, tandis que les États-Unis annoncent qu'ils sont prêts à négocier avec la Russie pour répondre à leurs préoccupations. Tout retour en arrière par rapport à la politique actuelle est considéré comme une hérésie par les États-Unis.**

« Tout le monde comprend parfaitement, l'heure de vérité arrive dans les relations entre la Russie et l'OTAN. Vous ne pouvez pas constamment frapper les points faibles de la Russie... La conversation doit être sérieuse... sinon, l'alternative est une réponse militaro-technique et militaire de la Russie », a déclaré lundi le chef de la délégation russe aux négociations sur le contrôle des armements à Vienne.

Il faisait référence à deux documents publiés par la Russie le 17 décembre. Ces deux documents décrivent en détail ce que Washington doit faire pour éviter le conflit inévitable et imminent lié à l'expansion de l'OTAN vers l'est, jusqu'aux frontières de la Russie. Pour l'essentiel, ils exigent que les forces de l'OTAN se retirent là où elles se trouvaient en 1997 (c'est-à-dire à l'intérieur des frontières de l'Allemagne). Les documents abordent également d'autres aspects de la désescalade, comme le retrait de toutes les armes nucléaires américaines du territoire étranger et le confinement des forces américaines dans des eaux et un espace aérien à partir desquels elles ne peuvent menacer le territoire de la Russie.

Il ne s'agit pas ici d'un remaniement et d'un réajustement mineurs des déploiements de forces. Il s'agit d'un [cadre](#) pour une révolution géopolitique, rien de moins. En substance, la demande porte sur « l'annulation » de l'ordre mondial des États-Unis, fondé sur des règles (façonné autour des intérêts et des valeurs des États-Unis).

La Russie dit aux États-Unis que le Conseil de Sécurité des Nations unies est, et doit désormais être, la seule source de lois internationales. La Russie exige non seulement le recul stratégique des États-Unis en Europe, mais aussi que tous les futurs accords de sécurité soient rédigés sous forme de traités juridiquement contraignants - et que Washington cesse ses programmes unilatéraux de changement de régime et de révolution de couleur.

Bien qu'elle soit formulée dans le langage obscur d'un projet de traité, l'idée maîtresse est plus proche de celle d'un ultimatum. Il n'est absolument pas conçu comme un document de discussion abstrait à étudier dans les années à venir. Il appelle à une réaction immédiate des États-Unis.

D'une certaine manière, il semblerait que le projet de traité ait été lancé dans l'arène publique, non pas tant dans l'espoir de recevoir rapidement une réponse substantielle de Washington, mais plutôt pour souligner que la Russie brûle délibérément les ponts, afin d'attirer l'attention sur la gravité de la situation : « *Nous l'avons dit une fois : cela n'a pas été entendu* ». Nous le disons donc dans un format qui indique clairement que Moscou ne reculera pas une nouvelle fois devant cette exigence stratégique. Le sous-entendu est « Prêtez-vous attention ? » Car si ce n'est pas le cas, nous passerons au vocabulaire des options militaires et militaro-techniques.

Cela est apparu clairement lorsque le vice-ministre des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov, a exhorté Washington à donner une réponse immédiate aux propositions de garanties de sécurité - dans un contexte géopolitique qui se détériore progressivement : « *Je pense qu'il n'y aura pas de refus [des États-Unis] en tant que tel, mais qu'il y aura une tentative d'ajouter toutes sortes de souhaits, de conditions, toutes sortes d'idées supplémentaires juste pour renvoyer la balle de notre côté* », a-t-il déclaré.

Et, comme on pouvait s'y attendre, c'est précisément la réponse initiale des États-Unis : Les États-Unis « *ne feront pas de compromis* » sur l'élargissement de l'OTAN, a réaffirmé la Maison Blanche vendredi. « *Nous avons vu les propositions russes. Nous en discutons avec nos alliés et partenaires européens* ».

Jake Sullivan, le conseiller étasunien à la Sécurité Nationale, a déclaré le même jour que si les Russes avaient une liste de préoccupations en matière de sécurité, il en était de même pour les États-Unis et leurs alliés européens - et que Washington était prêt à négocier sur cette base. « *Nous avons eu un dialogue avec la Russie sur les questions de sécurité européenne au cours des 20 dernières années* », a déclaré Sullivan à un public du *Council on Foreign Relations*. « *Nous l'avons eu avec l'Union soviétique pendant des décennies avant cela* ».

Ce processus « a parfois donné lieu à des progrès, parfois à une impasse », a déclaré Sullivan, notant que les États-Unis prévoyaient « de mettre sur la table nos préoccupations concernant les activités russes qui, [selon nous](#), nuisent à nos intérêts et à nos valeurs ». « Il est très difficile de voir des accords se concrétiser, a-t-il ajouté, si nous continuons à assister à un cycle d'escalade ».

Le fait de « mettre sur la table » les préoccupations de Sullivan concernant des activités incompatibles avec les intérêts et les valeurs des États-Unis a dominé les échanges des États-Unis avec la Russie, la Chine et - par le biais d'intermédiaires - l'Iran tout au long du mandat de cette administration. Cela n'a pas été productif. Rien n'a été « consommé ». Elle ne s'est accompagnée que de tensions croissantes.

Fyodor Lukyanov, considéré comme proche de la vision du monde du Kremlin et connu pour conseiller les hauts fonctionnaires, estime que l'Occident n'acceptera probablement pas les exigences de la Russie, car cela serait politiquement impossible. George Friedman, de l'ancienne lignée de Stratfor liée à la CIA, est [tout à fait d'accord](#) : Il existe des clauses qui garantissent que les États-Unis rejeteront le document.

Les exigences de la Russie ne sont pas nouvelles. Elles reflètent une position que la Russie exprime depuis des années. La question est donc la suivante : pourquoi un État lancerait-il un projet dans les termes durs d'un ultimatum, si ce n'est pour servir d'avertissement délibéré, avant que les questions ne passent de la sphère diplomatique à la sphère militaire.

Rien n'indique que les États-Unis ou l'Europe soient en train de rompre leur longue sieste stratégique. L'Occident, cependant, est tellement pris par la politique des mêmes qu'il est presque certain qu'il considérera les propositions comme n'étant rien de plus qu'un nouveau récit russe, à déplacer aussi rapidement que possible dans les longues herbes d'une discussion sans fin, impliquant non seulement les partenaires de l'OTAN, mais aussi l'UE.

Du point de vue des États-Unis et de l'OTAN, le fait même d'envisager que la Russie fixe ses propres lignes rouges en matière de sécurité est une hérésie - comme l'a [affirmé](#) le secrétaire général de l'OTAN (la veille de la publication des deux documents par la Russie) : « *L'OTAN est aux côtés de l'Ukraine. Tous les Alliés soutiennent la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Et nous ne reconnaissons pas l'annexion illégale de la Crimée par la Russie... L'OTAN continuera de vous [le président Zelensky] apporter un soutien concret... Le message que nous adressons aujourd'hui à la Russie est qu'il appartient à l'Ukraine, en tant que nation souveraine, de décider de sa propre voie, et aux 30 Alliés de l'OTAN de décider quand l'Ukraine sera prête à devenir membre. Ce qui est important maintenant, c'est que nous nous concentrons sur les réformes pour que l'Ukraine réponde aux normes de l'OTAN* ».

Si cela devient la réponse finale des États-Unis, nous verrons d'autres mesures destinées à démontrer la détermination de la Russie à modifier le statu quo, quoi qu'en dise l'Occident. Dans de nouveaux commentaires, le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Alexander Grushko, a souligné l'urgence de ces propositions, les

## Russie eux États-Unis d'Amérique : Avez-vous bien saisi la situation ?

---

tensions étant à un point de basculement. Le ministre a ajouté que si Moscou est repoussé ou ignoré dans ces tentatives d'élaboration de garanties de sécurité, la Russie sera contrainte d'adopter ses propres « contre-menaces ».

La question qui se pose maintenant est de savoir ce que la Russie va faire, lorsque les États-Unis s'engageront dans la voie du « Nous discutons avec la Russie depuis des dizaines d'années sur ces questions » - autrement dit, quel est le problème, pourquoi se presser ?

Eh bien, l'Occident a été étonné lorsque, soudainement, le pied russe s'est posé en Syrie, et que le renversement du gouvernement syrien par Washington a été bloqué par la force militaire russe. Le message d'aujourd'hui est le suivant : Soit vous « [Finlandisez](#) » l'Ukraine, soit la Russie le fera pour vous.

**Alastair Crooke\*** pour [Almayadeen](#)

**Original :** [Are you paying attention ? Russia demands cancellation of the Global Rules-Based Order](#)

[Almayadeen](#). Beyrouth, le 26 décembre 2021.

\***Alastair Crooke**, diplomate britannique, fondateur et directeur du [Conflicts Forum](#). Il a été une figure de premier plan dans le renseignement militaire britannique « *Military Intelligence, section 6* (MI6) » et dans la diplomatie de l'Union européenne. Il a reçu le très distingué ordre de Saint-Michel et Saint-Georges ([CMG](#)), ordre de la chevalerie britannique fondé en 1818.

**Traduction de l'anglais de :** [Réseau International](#)